UN PROJET DE SOCIETE : NOTRE PAYS - NOS VIES - NOTRE AVENIR

- Une démocratie sociale, républicaine et laïque renforcée
- Un projet au service de l'Humain
- Un assainissement de la vie politique et publique
- Une administration efficace, au service des citoyens et jouant pleinement son rôle de facilitateur de l'ensemble des activités
- Une économie performante, ouverte et responsable
- Un projet global durable, responsable, systémique et connecté au monde
- Un Etat-Ville

ENSAM, se Lepep ki pli for !

Préambule

Depuis l'indépendance, notre pays a connu un développement certain. Il est d'autant plus possible de s'en convaincre lorsqu'on compare notre situation à de nombreux pays à travers le monde.
Pour autant, depuis plusieurs décennies, notre système démocratique et politique est perverti, avec pour conséquence une situation particulièrement inquiétante.

Depuis une quarantaine d'années, les partis politiques et la classe politique « traditionnels » trahissent le peuple et faussent le système démocratique : Ils ne font plus de la politique pour proposer un projet de société et un avenir aux mauriciens. Ils ne servent plus le pays mais sont là pour se servir : communalisme, affairisme, carriérisme, corruption, atteinte à la liberté d'expression, détournement de la démocratie. Absence totale de stratégie et de planification pour donner à notre pays les moyens d'affronter les enjeux auxquels il fait face. Non respect des institutions du pays, perception d'une justice à deux vitesses, d'une administration et d'un Etat sclérosés et dont le fonctionnement est vicié par un exécutif et une classe politique qui véhiculent les comportements et l'image d'une clique de parvenus assoiffés de pouvoir et de privilèges. Un clan qui se voit et se veut au-dessus des lois, qui se croit intouchable, qui voient le pays comme un gâteau dont il entend bien se goinfrer ; avec comme marchepied pour y parvenir : le peuple.

Conséquences : pauvreté en hausse, jeunes sans avenir qui ne veulent que partir, insécurité grandissante, corruption au grand jour, société malade, perte de valeurs, économie en déclin, pillage des biens et des terres de l'Etat, système de santé où l'on meurt pour un rien, échec scolaire structurel , système scolaire dépassé, pays bradé, pollution extrême, inégalités qui se creusent, injustices flagrantes, administration, justice, institutions polluées par l'interventionnisme et l'immixtion du politique, population qui a peur d'une police sensée la protéger, pays qui rate sa révolution numérique, pays qui rate sa transition énergétique, culture, arts, artistes à la dérive, violences et discriminations banalisées, délinquance en hausse, libertés individuelles et liberté d'expression mises à mal, médias érigés en véritable bouc-émissaire, suffisance et mépris à la tête du pays ; la liste est encore longue ! Et, partout à travers le pays, nombreux sont les mauriciennes et les mauriciens qui expriment le même ras-le-bol face cette classe à politique qui sacrifie le présent et l'avenir du pays et de chacun au profit de ses intérêts personnels. Leur arme : DIVISER POUR REGNER.

Nous avons atteint aujourd'hui ce qu'il y a de pire comme résultat : des citoyens qui se disent "dégouter de et par la politique" et qui ne font absolument plus confiance à leur gouvernement pour changer leur vie et leurs proposer un avenir. Cette défiance finit, hélas par extension, par s'appliquer à l'Etat et au pays ; avec ce que cela peut avoir comme conséquences sur la cohésion sociale, sur la société et sa capacité à rester unie autour de valeurs et d'un projet commun.

Ceux qui font de la politique comme cela et à cette fin font oublier que la politique est exceptionnelle quand elle s'occupe de la vie des gens et tente d'organiser au mieux le présent, quand elle s'attache à inventer un avenir en travaillant sur tout ce qui fait la société. Ces politiciens portent la lourde responsabilité de cette défiance et de cette rupture entre les citoyens et l'idée qu'il est vital que nous participions tous à la construction d'un pays, d'une nation et de NOTRE histoire commune : ENSEMBLE.

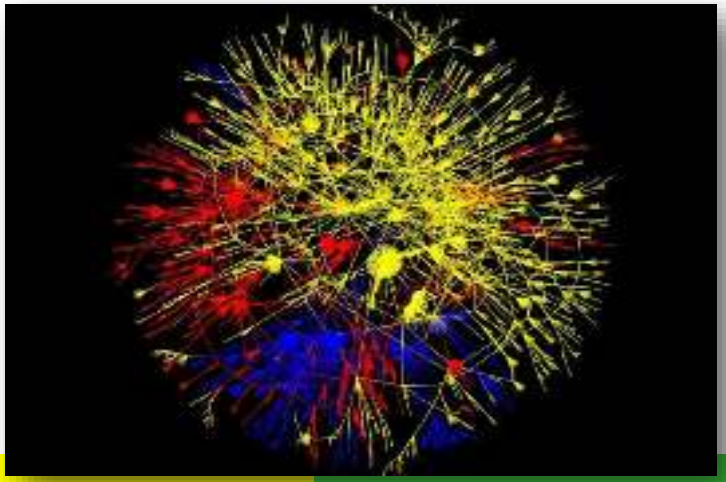
Mais il suffit de discuter avec les mauriciennes et les mauriciens, comme nous le faisons depuis des semaines, pour se rendre compte, qu'à partir du moment où ils (re)prennent conscience qu'il s'agit de nos vies, de celles de nos enfants et de l'avenir de notre pays, ils sont en fait passionnés par ces sujets qui les touchent directement. Et que c'est de cette façon passéiste, arriérée, sectaire, égoïste de faire de la politique qu'ils ne veulent plus.

Cette rupture est nécessaire. Nécessaire parce que le monde n'attend pas et que les défis que notre pays doit relever sont incontournables parce que nous vivons dans un monde ouvert et interconnecté. La crise économique survenue en 2007, la question du développement durable, la nouvelle géopolitique mondiale et la question de la fracture numérique sont autant de problématiques parmi d'autres qui s'imposent aujourd'hui à l'ensemble des pays ; avec l'obligation vitale de repenser l'organisation de notre société et de nos activités. C'est un travail de longue haleine qui implique un changement de « mindset », des réformes structurelles profondes, l'acceptation qu'il n'est plus possible de vivre égoïstement en saccageant notre écosystème et, chose la plus importante : qui demande une vraie volonté citoyenne et politique de tourner la page du passé et de la médiocrité pour entrer dans la modernité : un idéal, des valeurs, un projet, un contrat social renouvelé ; véritable partenariat-citoyen.

Cette rupture est possible : voter, c'est décider !

I - UNE DÉMOCRATIE SOCIALE, RÉPUBLICAINE ET LAÏQUE - UN ETAT DE DROIT

Equal Opportunities – Governance - Liberté



- Transparence du financement des partis politiques – Financement public
- Limitation des mandats
- Déclaration des avoirs des élus tous les ans
- Loi anti-transfuge
- Parlement : 50% de femmes – 50% d'hommes
- Vote de la diaspora mauricienne

- Renforcement de la démocratie : Réforme électorale
- Renforcement de la liberté d'expression et des médias
- Libéralisation des ondes : TV privées
- Indépendance de la MBC
- Commission indépendante pour les nominations dans l'Administration et les corps paraétatiques
- Contrôle absolu des dépenses de l'Etat
- Diminution du nombre et du train de vie des Ministères

CE QUE NOUS PROPOSONS

Une démocratie sociale, républicaine et laïque – un Etat de droit –

1. **Le respect absolu et la défense des Droits Humains et des Libertés fondamentales et individuelles.**

2. Un Etat de droit fondé sur une Justice indépendante et impartiale garantissant aux citoyens l'égalité de tous devant la loi, l'égalité civique et la liberté reconnue et assurée de tous les citoyens ; avec une attention particulière accordée aux plus démunis et aux plus fragiles.

3. Un espace démocratique indivisible fondé sur l'ordre public et au sein duquel les citoyens ne se distinguent les uns des autres que par leur mérite (Méritocratie) ; avec pour corollaire la garantie du principe de liberté de croyance et d'opinion, et une attention particulière à la liberté des médias.

4. La séparation absolue des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire ; seule garantie de la démocratie et de la liberté des citoyens.

5. Le pluralisme politique et le respect d'un suffrage universel, égal et secret.

Ensam

CE QUE NOUS FERONS

- Assainissement de la vie politique et publique.

- Transparence dans le financement des partis politiques – Déclaration, contrôle et encadrement du financement privé – Envisager un financement public pour garantir la démocratie ; ce qui permet de plus d'imposer des règles de fonctionnement aux partis, avec une obligation de déclaration et de validation des comptes des partis et des comptes de campagnes électorales.

- Déclaration annuelle des avoirs de tous les élus.

- Limitation des mandats des élus :
  - Limitation du nombre de mandat du Premier Ministre : 2 mandats.
  - Limitation du nombre de mandat des ministres : 3 mandats.
  - Discussion autour de la limitation du nombre de mandat des députés : 3 mandats.

- Ouverture à la société civile pour la nomination des ministres ; ceci afin d'attirer des compétences et de limiter la surenchère autour de ces nominations.

- Introduction de la parité au niveau de la Représentation Nationale.

- Contrôle des dépenses des Ministres et limitation des avantages et budgets rattachés à la fonction. Diminution du nombre de ministères et de leur train de vie.

- Loi anti-transfuge.

Ensam

CE QUE NOUS FERONS

- Interdiction d'utiliser l'argent et les ressources publiques à des fins politiques ; mise en place d'un contrôle strict.

- Contrôle des politiques publiques/Renforcement des moyens et pouvoirs de l'Audit.

- Renforcement des pouvoirs de la commission de contrôle des politiques publiques.
  - Quel pouvoir pour faire appel à la Justice en cas de délit ?

- Contrôle du travail des députés : La Représentation Nationale est la somme des représentations de nos circonscriptions : obligation sera faite aux députés d'être dans leur circonscription 3 fois par semaine ; avec à la clé un rapport hebdomadaire.

- Contrôle du niveau de présence des élus au sein du Parlement.

- Commission indépendante pour les nominations dans l'Administration et les corps paraétatiques – Introduction d'un système lié à la performance et à la méritocratie.

Ensam

Ensam

Public Sector

Une administration efficace, performante, ouverte et au service des citoyens et des activités

- Méritocratie – Justice - Transparence
- Attirer les meilleurs
- Principe de la performance et de l'efficacité
- Driveur du développement

CE QUE NOUS FERONS

Redéfinition du contrat social : « Etat-Economie-Société civile »

- **Une vraie stratégie de décentralisation.**
  - Moins de centralisation du pouvoir de l'Etat
  - Optimiser les relais de l'Etat pour plus de proximité et d'efficacité
  - Respecter le rôle des municipalités et des conseils de districts et de villages : plus d'autonomie budgétaire : quelles sources de financement direct dans le cadre d'une optimisation des services de proximité ? Repenser la taxation à l'échelle territoriale.

- **Une vraie réflexion pour une vraie reforme du système électoral.**
  - Une dose de proportionnelle
  - Le bannissement de la référence ethno-religieuse
  - Une représentation plus juste par rapport aux votes obtenus
  - Nomination d'une commission constituante pour un projet de réforme constitutionnelle qui sera partagé avec les Mauriciens : Audit – Propositions – Discussions au Parlement – Interroger le Peuple.

- **Renforcement de la liberté d'expression et des médias.**
  - Libéralisation réelle des ondes avec l'arrivée de télévisions privées
  - Restructuration et libéralisation de la télévision nationale (MBC) du diktat politique

Ensam

CE QUE NOUS FERONS

- **Renforcement de l'efficacité et de l'indépendance de la Justice.**

  - **En discuter avec les professionnels et les hommes et femmes de terrain ; pour une vraie concertation et une réforme efficace et proche des réalités**
  - **Redéfinir les besoins et les moyens**
  - **Casser l'immixtion du politique dans la Justice**
  - **Organiser la protection et le soutien aux victimes**
  - **Repenser en étroite liaison avec lui le fonctionnement du Bureau des Poursuites Publiques – Garantir son entière indépendance – Confirmer que les citoyens comprennent systématiquement les raisons qui motivent ou pas de poursuivre dans une affaire : « Justice must be seen to be done! »**
  - **Quelle commission indépendante pour tout justifiable se sentant lésé ?**
  - **Faciliter les démarches des citoyens dans toutes les juridictions**
  - **Réduire les délais, simplifier les règles et les recours**

- **Recentrer les magistrats sur leurs missions essentielles.**

- **Favoriser les modes alternatifs de règlement des litiges.**

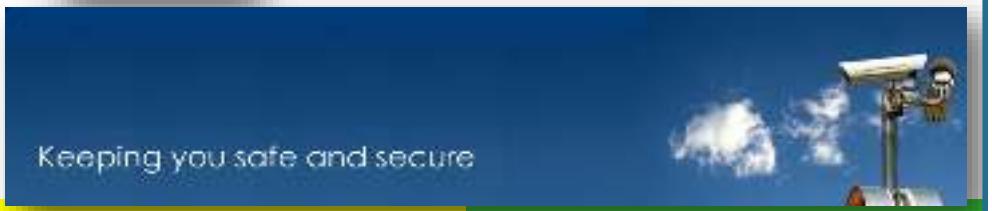
Ensam

Ensam

Redonner confiance aux citoyens dans nos institutions

Law & Order

Il n'y a pas d'Etat de Droit sans la protection des personnes et de leurs biens



Compétences – Méritocratie – Moyens – Contrôle d'une police au service des citoyens

- Repenser le système carcéral : application de la peine – réinsertion – suivi
- Prévention du crime – Les jeunes
- Modes alternatifs

- Une Justice plus sévère envers les serviteurs de l'Etat ; à commencer par les politiciens, sensés donner l'exemple et servir le pays et la Nation.
- Protection des citoyens et des victimes
- Police des polices

CE QUE NOUS FERONS

- Repenser le système carcéral.
  - Application de la peine
  - Stratégie de réinsertion et programme enclenchés à l'intérieur de la prison
  - Suivi à l'extérieur

- Stratégie : PREVENTION – APPLICATION DE LA LOI – RE-INSERTION.
  - Centre national de prévention du crime
  - Stratégie nationale de prévention de la délinquance

    - Priorité 1 : Programme d'actions à l'intention des jeunes exposés à la délinquance

    I - Des actions pour prévenir le premier passage à l'acte délinquant

    II - Des actions de prévention de la récidive

    - Priorité 2 : Programme d'actions pour améliorer la prévention des violences faites aux femmes et aux enfants, des violences intrafamiliales et la protection et l'aide aux victimes

    - Priorité 3 : Programme d'actions pour améliorer la tranquillité/l'ordre publique

- Renforcement de l'efficacité et de l'indépendance de la Police : Redonner confiance aux citoyens.
  - Création d'une Police des polices
  - Audit : Quels besoins / Quels moyens ?

Ensam

Notre plus grande richesse : notre diversité

Social

- Notre force : notre vécu commun et l'histoire que nous écrivons ensemble
- A mort le communalisme et le sectarisme
- Exemplarité de l'Etat

II – UNE ECONOMIE EFFICACE, CREATRICE DE RICHESSE, SOCIALE ET RESPONSABLE

Private Sector as a Driver

- Réconcilier le marché et l'action d'un Etat-Facilitateur
- Performance/Incentive driven
- Comprendre qu'il est plus facile d'obtenir d'avantage, par des efforts consentis en commun, que par l'action individuelle

Public Sector : Healthier - Stronger

Ouverture

- Le pouvoir, la richesse et les chances de réussir sont entre les mains du plus grand nombre
- Les droits dont jouit chaque individu ont pour contrepartie des devoirs
- Un esprit constructif, de solidarité et de respect

CE QUE NOUS PROPOSONS

Une économie efficace, créatrice de richesse, sociale et responsable

1. Un système économique efficace partie-prenante de la société et de l'intérêt collectif

2. Favorisant l'esprit d'entreprise

3. Fondée sur un partenariat gagnant-gagnant entre l'ensemble des acteurs et partenaires sociaux

4. Garantissant la méritocratie, le respect des droits et de la dignité des individus et des travailleurs

5. S'inscrivant dans un cadre durable et pérenne

6. Une économie qui ne peut plus continuer à s'envisager ex-nihilo par rapport à la société – L'économie est DANS la société

Ensam

CE QUE NOUS FERONS

- Rencontrer tous les acteurs économiques et les organismes du secteur ; ainsi que les représentants des travailleurs et des consommateurs.

- Travailler à un plan de Développement Economique et Social –Efficace-Durable-Systémique => MAURICE 2020-2050.

- Consolidation des secteurs traditionnels : Sucre – Textile – Tourisme – Services Financiers.

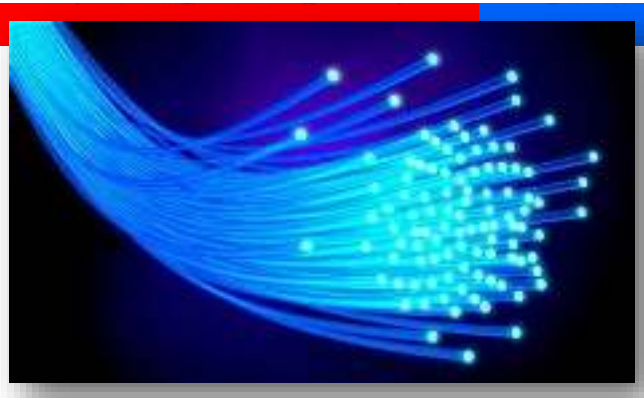
- Investir massivement + Incentives vers de nouveaux secteurs :
  - Le secteur de l'innovation technologique : Tropical climate technology – Creative Industries – Blue economy – Bio-technology…
  - Favoriser l'investissement, les business angels et les start-up ; en priorisant les jeunes entrepreneurs Partenariat Etat/Entreprises/Nouveaux entrants
  - Favoriser l'investissement vers l'éco-agriculture, l'économie verte et les filières de recyclage
  - Optimiser et moderniser la promotion multi-facettes de notre pays : Investissement/Tourisme/Finance/ Offshore etc.
- Créer les conditions d'une croissance économique soutenue et d'une inflation maîtrisée.
- Relance du pouvoir d'achat (Paniers de produits de première nécessité : moins de taxe) – Salaire minimum.

Ensam

Une stratégie économique fondée sur la discussion, le partenariat, la responsabilité

Private Sector

Notre approche économique reflète une nouvelle vision du contrat social dont découle une autre conception du rôle des pouvoirs publics : promouvoir l'égalité des chances et la cohésion sociale, mais aussi responsabiliser les individus et les encourager à prendre en main leur propre devenir



CE QUE NOUS FERONS

- Le *Welfare State* se concentre sur les plus démunis, de manière plus juste. Et s'efface au profit d'une approche consistant à aider les individus à s'aider eux-mêmes : mesures incitatives.

- Soutenir la compétitivité des entreprises – Comprendre que la mondialisation est à la fois une réalité, un défi et une chance : une chance parce qu'elle ouvre potentiellement des marchés pour les biens et les services mauriciens qui doivent et peuvent être compétitifs tant en terme de qualité qu'en terme de prix.

  - Soutenir l'amélioration de la productivité
  - Améliorer les qualifications de notre main-d'œuvre pour plus de valeur-ajoutée : priorité accordée à l'éducation et à la formation
  - Favoriser massivement la recherche et l'innovation
  - La priorité accordée par ailleurs à l'amélioration des performances du système éducatif a pour objectif, sur le long terme, d'améliorer les qualifications des salariés ; donc de favoriser la compétitivité
  - Quelles mesures immédiates pour soutenir les PME ? Les mesures immédiates par secteurs pour relancer l'activité
  - Mesures incitatives à la création d'emplois

- Quelle coopération régionale pour le secteur de l'aviation ?

- Réfléchir pour l'avenir au principe de la « règle d'or » : l'État ne peut emprunter que pour investir et non pour financer ses dépenses courantes et doit maintenir l'équilibre budgétaire non plus annuellement mais sur toute la durée d'un cycle économique.

Ensam

CE QUE NOUS FERONS

- **OPTIMISER & VALORISER LES VRAIS ATOUTS DU PAYS.**

Audit par région :

I – Population
II – Tissu économique
III – Ressources : Terre/Mer/Eau
IV – Energie : Terre/Mer/Air/Eau

- **Incentives par région vers le secteur privé + corrélation ressources/population/énergies…**
- **Pôles de développement prioritaires**
- **Accompagnement Services et Infrastructures de l'Etat pour favoriser le développement**

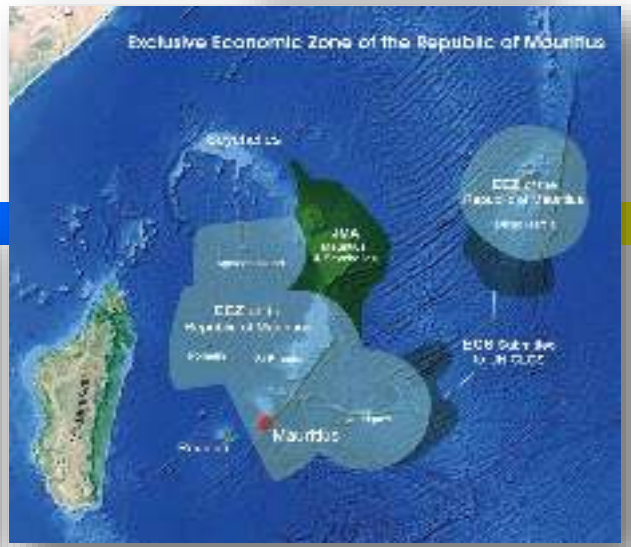
I – Stratégie énergétique
II – Stratégie NTIC – Connecter l'administration à l'économie et les administrations entre elles
III - Stratégie transport en commun
IV – Stratégie EAU

Ensam

Economie verte – Filières vertes

GREEN

- Cadre économique et fiscal favorable vers ces filières
- Nouvelles technologies
- Maurice : situation géostratégique
- Approche territoriale, régionale, et de proximité



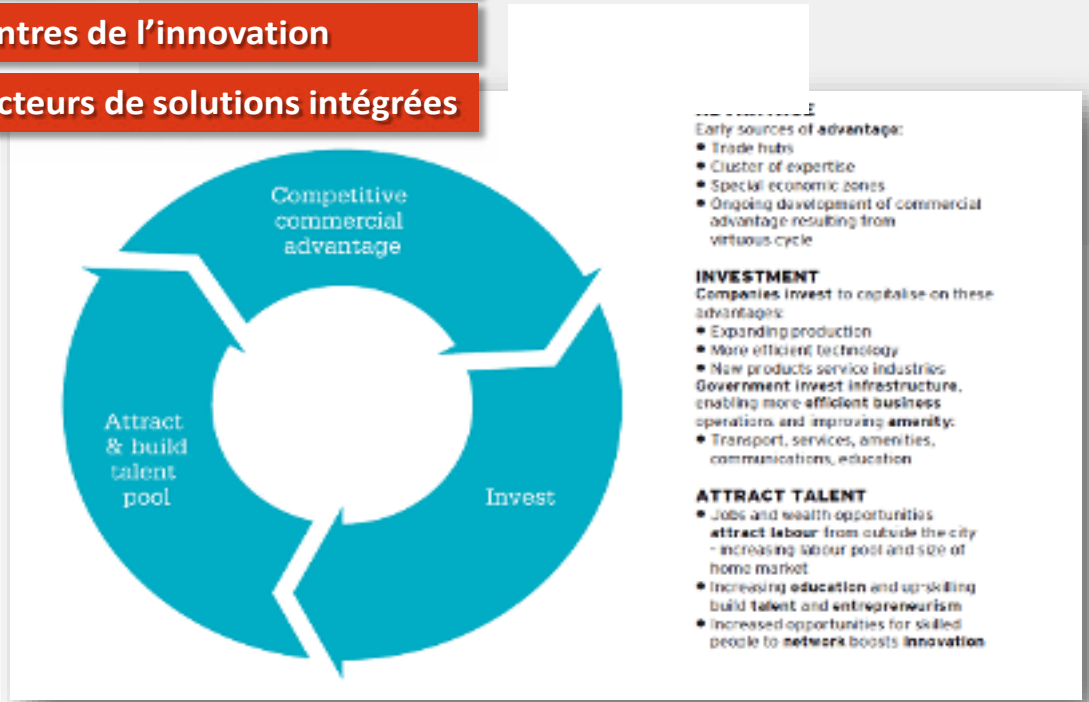
Efficacité économique passe par l'efficacité de l'aménagement territorial

VILLES : Moteurs de développement

VILLES : Centres du savoir

VILLES : Centres de l'innovation

VILLES : Vecteurs de solutions intégrées



Early sources of **advantage**:
- Trade hubs
- Cluster of expertise
- Special economic zones
- Ongoing development of commercial advantage resulting from virtuous cycle

INVESTMENT

Companies invest to capitalise on these advantages:
- Expanding production
- More efficient technology
- New products service industries

Government invest infrastructure, enabling more **efficient business** operations and improving **amenity**:
- Transport, services, amenities, communications, education

ATTRACT TALENT
- Jobs and wealth opportunities **attract labour** from outside the city - increasing labour pool and size of home market
- Increasing **education** and up-skilling build **talent** and **entrepreneurism**
- Increased opportunities for skilled people to **network** boosts **innovation**

creative cities

Diversité– Qualité de vie

Efficacité économique passe par la solidarité, la lutte contre la pauvreté : priorité de l'ensemble de pays

Pauvreté

20 projets pilotes ; idéalement 1 par circonscription : villages/quartiers solidaires et durables – novateurs, humains et créateurs d'entraide et de cohésion sociale : une vraie révolution !

- **8000 familles les plus pauvres : Priorité absolue : la seule sur laquelle toute la société, avec en tête le gouvernement DOIT SE FIXER UN OBJECTIF ET S'ENGAGER**
- **Mettre les citoyens au cœur du CSR**
- **Engager les entreprises sur une base régionale : 1% gvt/national – 1% entreprise/région**

Ensam

Lutter contre toutes les formes de discrimination envers les femmes

Les Femmes

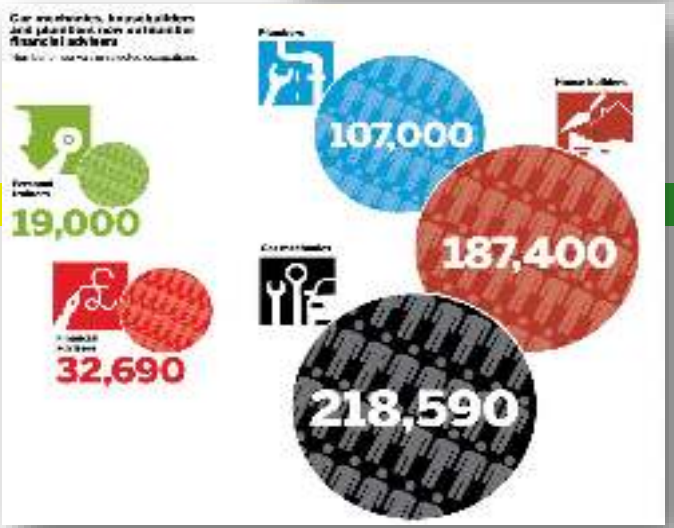
Parité au Parlement – Parité au gouvernement

- Briser toutes les barrières (Admin. – Education – Préjugés)
- Rémunération égale
- Protection absolue contre toutes les formes de violence et de discrimination - Un Etat exemplaire !
- Aménagements, services et infrastructures facilitant la conciliation famille/vie professionnelle

III - L'ECOLE DE LA RÉUSSITE – UNE VRAIE FORMATION POUR TOUS – L'EXCELLENCE

Education & Training

- Une Ecole qui respecte l'Enfant
- Faire de l'Education, l'Enseignement et la formation le 1er investissement de l'Etat
- Stratégie Nationale Educative et Pédagogique à tous les niveaux : primaire – secondaire et tertiaire et en formation continue



CE QUE NOUS PROPOSONS

1. L'Ecole de la réussite : donner un vrai niveau d'éducation et de formation au plus grand nombre

2. Un développement au service de l'humain

   EXCELLENCE – INNOVATION – RECHERCHE – MOBILITE SOCIALE

3. Une vraie stratégie éducative

4. Une ambition pédagogique affirmée pour la réussite du plus grand nombre et des parcours de réussite pour une meilleure insertion citoyenne, sociale et professionnelle

5. Repenser l'Ecole comme un lieu de vie ouvert qui participe à la vie de la communauté

6. Transformer l'Université

Ensam

Ensam

Ecole et Formation pour une meilleure insertion citoyenne, sociale et professionnelle

Education - Formation

- Contenu académique, Citoyen et Culturel
- Les NTIC au service de l'enseignement

- Repenser la formation des enseignants
- L'Ecole et le Droit de l'Enfant
- L'Ecole-acteur de l'interconnection sociale

CE QUE NOUS FERONS

- Les assises de l'Education et de l'Education prioritaire : L'Education = La vraie liberté du citoyen.

- L'Education premier Ministère du Budget de l'ETAT.

- STATEGIE NATIONALE EDUCATIVE ET PEDAGOGIQUE.
  - Redéfinition des priorités de contenus, de ressources, de formations et de moyens pour chaque niveau : primaire – secondaire – tertiaire
  - Contenus académiques + Contenus « Citoyens » + Contenus culturel et artistique
  - Validation d'une stratégie pour l'Education prioritaire – Pôles de développement prioritaires/Education => Suivi => Réinsertion=> Connexion à l'entreprise / Cellule d'accompagnement et de remise à niveau préventive interne à l'Ecole
  - Une stratégie favorisant l'émergence des meilleurs éléments et fondée sur l'excellence, l'innovation et la recherche / Programmes enrichis /
  - Remettre l'Ecole –Lieu de vie- au cœur des communautés d'individus : lieu ouvert

Ensam

Ecole et Université modernes ; connectées à toute la société et à l'activité économique

Education - Formation

- Casser les inégalités régionales et financières
- Bannir le système des leçons particulières ; synonyme d'école parallèle
- Quelles aides publiques pour les étudiants et les familles ?
- Favoriser l'émergence des potentialités et des meilleurs, mais pas au détriment des autres

- Les NTIC pour améliorer l'accessibilité du plus grand nombre à l'Ecole et à l'Université
- Indépendance totale, managériale et administrative de l'Université
- Contrôle renforcé des Ecoles, Centres de formation et toutes autres structures accueillant enfants, adolescents et adultes : CE N'EST PAS QU'UN BUSINESS !
- Excellence – Recherche - Innovation

CE QUE NOUS FERONS

- Stratégie numérique en milieu Educatif : Equipement + Enseignement.

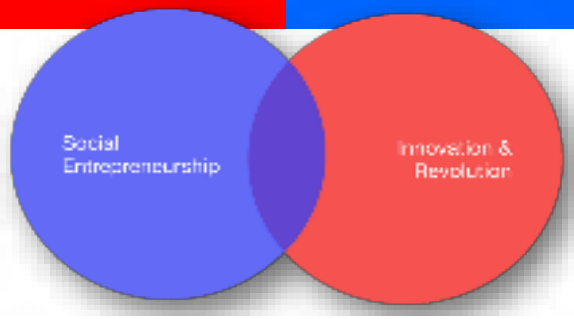
- Banque de bourses : études tertiaires – Partenariat privé.
  - Echange universitaire international

- La formation des enseignants : PRIORITE ABSOLUE.
  - Formation Pédagogique – Formation Académique – Formation Psychologique
  - Comprendre le « nouveau monde du digital et des réseaux sociaux » : quelles nouvelles interrelations pour les jeunes ?
  - Quelle formation initiale ? Quel accompagnement dans l'entrée dans le métier ? Quelle formation continue ?

Ensam

Ensam

Construire avec les jeunes citoyens le futur ; leur futur



- Partenariat public-privé
- Banque de start-up
- Formation en leadership et entreprenariat
- L'Université + Business parc + Centre de recherches = Parc de l'innovation et de la réussite économique et sociale

CE QUE NOUS FERONS

- **Libérer et repenser l'Université : l'université assume responsabilité croissante en tant que moteur de la croissance économique et des transformations sociales : au cœur de l'université dynamisée, une culture entrepreneuriale intégrée.**
  - **Engagement plus marqué auprès d'acteurs économiques, sociétaux et politiques**
  - **Réforme interne des structures de gouvernance universitaire en ce sens**
  - **Aménagement et universités : l'Université au cœur des centres d'entreprises : Économie du savoir, transformation spatiale.**
  - **Revalider et accréditer les centres de formations : contenus – ressources – diplômes**

Ensam

CE QUE NOUS FERONS

Par extension : La question plus générale du DROIT DE L'ENFANT – Mise en perspective par rapport à la Stratégie autour de l'Ecole ; qui se doit d'être au cœur de l'ensemble, en partenariat avec les familles et l'Etat. Il s'agit d'un dossier transversal, concernant l'ensemble des ministères : PRIORITE DU PMO

=> (Cf. : Rapport du KOLEKTIF DWRA ZANFAN MORISIEN : rapport alternatif sur les Droits de l'Enfant, en mars 2014.)

L'Etat Mauricien a ratifié la convention des Droits de l'Enfant en juillet 1990.
L'Etat est donc redevable face aux Nations Unies sur la situation des Droits de l'Enfant à Maurice.

Principales recommandations du rapport

1. Application et amendements des lois concernant les enfants
2. Violence a l'égard des enfants
3. 'Children's court'
4. Formation des 'officiers' travaillant avec les enfants
5. Révision des budgets
6. Liberté d'expression et le système éducatif
7. Services de sante
8. Réhabilitation et réinsertion des enfants placés
9. Accompagnement psychologique et psycho-éducation des parents et responsables des enfants
10. Recherches scientifiques et études

Ensam

IV – UNE STRATÉGIE DE SANTÉ PUBLIQUE – UN SYSTÈME DE SANTÉ EFFICACE

Health Reform

- Revenir à un système priorisant la prévention sur la guérison
- Un système plus juste : gratuité + paiement gradué et indexé sur le revenu
- Renforcer l'accessibilité aux soins – Démocratie sanitaire
- Décongestion et décentralisation territoriale

Telehealth Solutions

- Aborder sous l'angle de la santé publique toute la question d'une agriculture propre, traçable et accessible

Une vraie stratégie de santé publique

Le système de santé est arrivé au bout de sa logique et est totalement inefficace : cautionne et creuse les injustices et favorise une société à deux vitesses. Favorise les soins au lieu de la prévention

Stratégie – Ressources – Financement – Relais/en travaillant étroitement avec les acteurs engagés

1. Prioriser la prévention par rapport aux soins et agir sur les déterminants de santé
2. Mieux organiser les soins pour les patients, garantir l'égalité d'accès
3. Miser sur la déconcentration et renforcer la démocratie sanitaire.
4. S'attaquer activement aux grands fléaux auxquels nous faisons face : SIDA, Maladies cardio-vasculaires, diabète, cancers, affections respiratoires chroniques etc. => Prévention – Moyens – Relais de l'Etat – Relais associatifs et de terrain - Suivi – Accompagnement

CE QUE NOUS FERONS

- Conseil National de Suivi Stratégique, de Gouvernance et de Management de l'hôpital public.
  - Apporter des réformes structurelles
  - Revalider le rôle des différents acteurs
  - Repenser la question de la gratuité en fonction des ressources des ménages
  - Moderniser le mode de management et de gouvernance
- Approche de santé et pas seulement soins : Prévenir plutôt que guérir.
- Principe de proximité et de suivi : Connaissance des patients - Suivi dans le temps – Coordination des acteurs – Centralisation des données - Dossier médical – Remettre le généraliste au centre du suivi.
- Approche sociale : Priorité à l'accessibilité pour tous + exigence qualitative + SURTOUT pour les plus fragiles de la société : précarité, âge, handicap, troubles psychiques, maladies chroniques…
- Stratégie d'éducation à la santé dès l'Ecole + Médecine scolaire.
- Formation des professionnels – Formation continue.

Ensam

Ensam

Mieux vivre pour vivre mieux et plus longtemps

Healthy living

- Prévention
- Qualité de vie
- Temps libre

Culture
Santé
Education
Sécurité
Logement
Mobilité
Environnement
Coût de la vie

- 13% de la population ayant 60 et + aujourd'hui. Le double vers 2030. Il faut sans attendre travailler sur tous les aspects de la vie, dès le plus jeune âge, pour être en meilleure santé
- Valider la qualité et l'accessibilité des lieux d'accueil

- Favoriser les relations intergénérationnelles
- Utiliser le savoir de nos anciens et les maintenir actifs ; au contact de la société

CE QUE NOUS FERONS

Stratégie de lutte contre le fléau de la drogue

Une priorité de Santé Publique

- PREVENTION – TRAITEMENTS - LUTTER CONTRE LES RESEAUX –
- APPLICATION FERME DE LA LOI – FORMATION - FINANCEMENT ADEQUAT -

Assise Nationale – Drogues –

- Renforcement des moyens de la police dans la lutte contre le trafic de drogues :

  Besoins – Moyens – Formation – Technologies – Approche transverse : Police/Polices des frontières/ Douanes/Travailleurs sociaux/Administration/Ecoles/ONG…
- La prévention des toxicomanies parmi les jeunes et les populations vulnérables et la population en générale.
- L'amélioration de la qualité de la prise en charge des usagers de drogues.
- La réduction des risques d'infection VIH/SIDA et Hépatites chez les usagers de drogues injectables.
- Repenser notre approche et rééquilibrer les logiques entre prévention – répression et réhabilitation.
  1. Le traitement des toxicomanies et la réhabilitation des usagers de drogues
  2. La lutte contre la stigmatisation des usagers de drogues
  3. La drogue en milieu carcéral – Casser le pouvoir des réseaux
  4. Application de la loi : Renforcement des peines pour les 'parrains de la drogue' et trafiquants
  5. Déconnecter les 'petits consommateurs' des réseaux durs

Ensam

CE QUE NOUS FERONS

Stratégie de lutte contre les grandes maladies non transmissibles

Maladies cardio-vasculaires, diabète, cancers, affections respiratoires chroniques ;

et les quatre facteurs de risque communs – tabagisme, sédentarité,

mauvaise alimentation, usage nocif de l'alcool.

Une priorité de Santé Publique

- **Evaluer et surveiller la charge qu'occasionnent les maladies non transmissibles et leurs déterminants pour la santé publique, plus particulièrement en ce qui concerne les populations pauvres et marginalisées.**
- **Incorporer expressément la lutte contre les maladies non transmissibles dans les stratégies de réduction de la pauvreté et dans les politiques socio-économiques.**
- **Adopter pour l'élaboration des politiques des approches associant tous les ministères en veillant à prendre des mesures intersectorielles appropriées en matière de santé publique.**
- **PREVENTION – SOINS PRIMAIRES/SOINS PRIORITAIRES – ACCOMPAGNEMENT – AIDES AUX FAMILLES.**
- **Elaboration d'un plan national interministériel.**

Ensam

CE QUE NOUS FERONS

Stratégie de lutte contre le SIDA

Une priorité de Santé Publique

- Prévention, information, éducation.
- Dépistage - Mise en œuvre d'un dépistage élargi à toute la population et intégré au système de soins de premier recours.
- Plan National pour la prise en charge médicale.
- Quelle prise en charge sociale et réorganisation de la lutte contre les discriminations.
- Travailler en étroite collaboration avec les acteurs, favoriser la recherche et la compréhension autour des comportements sexuels, renforcer la connaissance et la visibilité sociale – Quelles populations à risque ? La problématique liée au tourisme – Le milieu carcéral – SIDA/Drogues – SIDA/Prostitution.
- Quelle approche régionale ?

Ensam

Ensam

Energy

V – UNE VRAIE STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE PENSÉE, PLANIFIÉE ET DURABLE

- Projet Maurice 2050
- Diminution de la dépendance aux énergie fossiles
- Révolution autour des énergie renouvelables
- Plan stratégique et économique autour de l'économie verte et durable
- Mise en place des principes pollueur-payeur et incentives aux acteurs-écodurables

CE QUE NOUS PROPOSONS

Une vraie stratégie énergétique pensée, planifiée et durable

1. Garantissant au pays un accompagnement de son développement et assurant les besoins de tous les acteurs et des individus

2. Garantissant au pays une indépendance énergétique optimisée

3. Favorisant l'émergence des énergies renouvelables et la diminution de la dépendance aux énergies fossiles ; dans le cadre d'un développement durable et systémique

Ensam

CE QUE NOUS FERONS

- Préparer un état des lieux -

- Adopter une vision collective à long terme : Quel mix Energie idéal pour l'ile Maurice à raison 2050 ?
- Définir les orientations ou les axes prioritaires.
- Préciser les objectifs opérationnels.
- Elaborer le plan / programme d'actions.
- Préciser les modalités et moyens de mise en œuvre - Préciser les modalités de suivi / évaluation du processus.

Audit des ressources par région : Terre – Mer – Eau – Air

- Production obligatoire par les opérateurs privés
- Récupération des eaux de pluie
- Eolienne individuelle et approche régionale
- Ferme solaire – Le solaire individuel

Ensam

VI - Stratégie Nationale Arts et Culture : un priorité de l'Etat

Arts & Culture

- Un office national de la Culture : gestion des théâtres – programmation nationale
- Régime fiscal favorable
- Favoriser le partenariat Privé/Public
- Quel statut de l'artiste ?

- Orienter du financement vers l'art et la culture
- Revoir toute la question de la protection des copyrights et de la création
- Stratégie Nationale du patrimoine

- Arts et culture à l'Ecole
- Arts, Cultures et NTIC
- Bannir la l'approche sectaire de la culture
- La culture : une filière économique d'avenir
- Culture et Art sont des éléments constitutifs du développement durable

SE LEPEP KI PLI FOR

"On ne résout pas un problème avec les modes de pensée qui l'ont engendré"

"La difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles,
mais d'échapper aux idées anciennes"

MERCI